

INVESTISSEMENTS CHINOIS

TRUMP MET EN GARDE ISRAËL

PAR ELSA MIMOUN

© Haim Zach/GPO - FLASH 90

C L'implication chinoise dans l'économie israélienne n'est pas du goût de Washington

ette fois-ci Donald Trump a vu rouge. D'une magnanimité légendaire envers Israël, le Président américain a menacé Benjamin Nétanyahou de réviser les relations sécuritaires entre les deux pays. L'objet de la discorde ne concerne en rien les traditionnels enjeux diplomatiques. Il porte sur un accord passé entre le port de Haïfa et celui de Shanghai. Les Israéliens souhaitant confier aux Chinois la responsabilité du terminal à conteneurs du port de Galilée à partir de 2021.

Habités à mouiller leurs navires de guerre à Haïfa, les Américains n'entendent pas tenter le diable, autrement dit les espions chinois. Déjà passablement agacés par l'implantation chinoise dans les grands ports de la planète, ils voient d'un mauvais œil le spectaculaire essor des relations commerciales sino-israéliennes ces dernières années.

Idem pour les colossaux investissements dans les entreprises israéliennes.

Dernière acquisition en date : l'achat de Lumenis, une entreprise spécialisée dans la production de matériaux chirurgicaux et esthétiques non invasifs. Basée à Yokneam, dans le nord d'Israël, l'entreprise a été acquise par un fond d'investissement de Hong-Kong pour la coquette somme d'un milliard de dollars. Un exemple parmi des dizaines d'autres. Dans le seul secteur de la hi-tech, 14 milliards de dollars ont été investis en Israël par la Chine en l'espace de sept ans. Les Chinois s'intéressent à tout : la robotique, la biotech ou l'agro-tech. L'agroalimentaire n'est pas en reste. En 2014, la célèbre entreprise TNUVA, principal producteur de produits laitiers en Israël, avait été rachetée par une firme chinoise. Et le commerce aussi se porte bien. L'année dernière, les échanges bilatéraux entre les pays ont atteint le montant record de 15,3 milliards de dollars, contre 51,5 millions de dollars en 1992 et 13,1 mil-



Benjamin Nétanyahou avec le PDG du groupe chinois Ali Baba lors d'une visite en Chine du Premier ministre israélien le 20 mars 2017.

MONTANTS RECORDS DES ECHANGES BILATERAUX

EN 1992

51,5
MILLIONS
DE DOLLARS

EN 2017

13,1
MILLIARDS
DE DOLLARS

EN 2019

15,3
MILLIARDS
DE DOLLARS

liards de dollars en 2017, selon Ofer Peleg, chef de la mission du ministère israélien des Finances en Chine. Par ailleurs les appels d'offres remportés par des entreprises chinoises se multiplient notamment dans le secteur de la construction. Idem pour le tourisme. Aujourd'hui pas moins de cinq compagnies aériennes proposent des vols réguliers entre les aéroports de Pékin/Shanghai et Ben Gourion.

Un engouement que décrypte Edouard Cukierman, fondateur du fond d'investissement Catalyst, contributeur d'Israël Valley et auteur du livre "le bouclier technologique de l'innovation" vendu à plus de 100 000 exemplaires en Chine. « Israël suscite beaucoup d'admiration en Chine au vu du nombre très élevé de prix Nobel décernés dans le domaine de la recherche et de l'éducation. Cela suscite beaucoup de curiosité. Par ailleurs les Chinois ont beaucoup de respect pour l'innovation et la technologie, ils pensent que cela peut avoir un impact majeur sur leur compétitivité et sont très ouverts à l'entre-

preneariat. Malgré des différences culturelles évidentes, Israéliens et Chinois partagent des valeurs communes comme la famille, la volonté de réussir et aussi une culture millénaire. »

Cette forte croissance des investissements s'expliquerait également par la détérioration des relations commerciales entre Washington et Pékin depuis la prise de pouvoir de Donald Trump. « Beaucoup d'investisseurs chinois sont devenus persona non grata aux Etats-Unis, ils se tournent donc de plus en plus par réflexe vers Israël où ils sont au contraire très bien accueillis » remarque Edouard Cukierman.

Voilà de quoi agacer encore davantage les Américains. Sous leur pression, les Israéliens ont consenti à créer une commission chargée de superviser les transactions commerciales sensibles impliquant des entreprises étrangères. Un mécanisme déjà adopté dans de nombreux pays pour tenter de contrôler la déferlante chinoise. ■